

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 13/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MAHLE BEHR France**  
5 AVENUE DE LA GARE  
B.P. 49  
68250 Rouffach

Références : 0006700760\_2024-09-06\_MAHLE BEHR\_VIIC-échéances  
Code AIOT : 0006700760

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement MAHLE BEHR France implanté 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Suivi des échéances :**

Contrôle des plans d'action mis en œuvre par l'exploitant en réponse aux non-conformités relevées lors de la visite du 17 août 2022, laquelle s'inscrivait dans le cadre du déclenchement du niveau de crise sécheresse dans une partie du Haut-Rhin. Cette situation imposait la mise en place de mesures visant à réduire les prélèvements et la consommation d'eau.

Cette visite avait fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 19 octobre 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAHLE BEHR France
- 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach
- Code AIOT : 0006700760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAHLE BEHR fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques à destination de l'industrie automobile.

### Thèmes de l'inspection :

- Suivi des échéances
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés :
  - Arrêté du 9 octobre 2022 portant mise en demeure à la société MAHLE BEHR France ;
  - Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
  - Arrêté ministériel du 06 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service ;
  - Arrêté Préfectoral codificatif n°2005-129-9 du 09 mai 2005 portant prescriptions à la société BEHR France pour son site de Rouffach.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|---|--|--------------------------|
| 1  | Prélèvement et consommation d'eau                           | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 2 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Modification des installations                              | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 3 | Levée de mise en demeure |
| 3  | Suivi des prélèvements d'eau                                | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 4 | Levée de mise en demeure |
| 4  | Condition de rejets   | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 6 | Levée de mise en demeure |
| 5  | Étalonnage des dispositifs totalisateur                     | Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9    | Sans suite               |
| 6  | Mesures conservatoires                                      | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 8 | Prescription inadaptée   |
| 7  | Prélèvements et consommation d'eau en période de sécheresse | AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 5 | Prescription inadaptée   |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 17 août 2022, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté ainsi que la prise d'une mesure conservatoire relative à la surveillance de la température des rejets des eaux de refroidissement et de la température de la « Lauch », durant la période de sécheresse actée par le Préfet au cours de l'année 2022.

La visite d'inspection a mis en évidence le respect de la mesure conservatoire ainsi qu'un retour en conformité de l'exploitant.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection initiale du 17 août 2022, un point de contrôle avait été caractérisé comme susceptible de suites, dans l'attente de justificatif. Au regard des éléments transmis par l'exploitant et des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Les dispositions actuellement opposables aux installations en matière de prélèvement et de rejet, en lien avec les situations hydrologiques critiques que peut connaître « la Lauch » et sa nappe d'accompagnement, ne sont plus adaptées et doivent être revues.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau         |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|   |
|---|
| <p>À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 09 mai 2005 :</p> <p>« [...]L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la nappe, au niveau du local incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un volume annuel maximal de : 700 000 m<sup>3</sup></li> <li>- un débit instantané maximal des pompes : 18, 65 et 77 m<sup>3</sup>/h. [...] »</li> </ul>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de répondre aux dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis le registre informatisé de suivi de la consommation d'eau de puits du site de Rouffach, détaillant les volumes totaux prélevés à usage industriel (puits n°123) pour les années 2022, 2023 et 2024.</p> <p>L'examen de ce document a permis de constater, au 6 septembre 2024, les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un volume prélevé de 780 946 m<sup>3</sup> pour l'année 2022 ;</li> <li>• un volume prélevé de 639 734 m<sup>3</sup> pour l'année 2023 ;</li> <li>• un volume prélevé de 173 916 m<sup>3</sup> pour les six premiers mois de l'année 2024.</li> </ul> <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre à compter du 1er janvier 2023, les actions correctives nécessaires afin de se conformer au volume annuel maximal autorisé de 700 000 m<sup>3</sup> d'eau à usage industriel.</p> <p>Il convient également de noter que l'exploitant s'engage à poursuivre son plan d'action relatif au prélèvement d'eau, afin de respecter, d'ici la fin de l'année 2024, le volume annuel maximal autorisé.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>  |

## N° 2 : Modification des installations

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 3</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Modification</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 et de l'article L.181-14 du Code de l'environnement :</p> <p>« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle initial du 17 août 2022, l'Inspection avait constaté que l'exploitant avait réalisé des modifications de ses installations de refroidissement pour le rafraîchissement des halls de production en 2019, qui ont conduit à augmenter le volume d'eau prélevé, sans en informer préalablement le Préfet, conformément aux dispositions de la prescription susvisée.</p> <p>Ainsi un délai de six mois avait été octroyé à l'exploitant, afin de porter à la connaissance du Préfet l'ensemble des modifications intervenues sur ses installations et notamment celles relatives au refroidissement des locaux.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que cette installation (rafraîchissement des halls)</p> |

|  |
|--|
| <p>avait été mise à l'arrêt depuis la date du contrôle initial. Afin de justifier les éléments précités l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, les relevés du compteur, couvrant les années 2022, 2023 et 2024, relatifs à cette installation. Après une analyse conjointe avec l'exploitant, il a été constaté que ces relevés démontrent l'absence de prélèvement d'eau destiné au refroidissement des halls de production depuis le contrôle initial.</p> <p>Au regard de ces informations, l'Inspection considère que l'installation en lien avec le refroidissement des halls de production n'est plus exploitée, ainsi il n'y a plus lieu de considérer celle-ci comme une modification des conditions d'exploiter.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |

### N° 3 : Suivi des prélèvements d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de mesure – relevé des débits prélevés   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998:</p> <p>« Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition.»</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection initiale du 17 août 2022, il avait été constaté que les relevés quotidiens des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés n'étaient pas effectués, alors même que le débit cumulé des prélèvements sur les trois puits dépassait les 100 m<sup>3</sup> par jour. L'exploitant procédait, à un suivi mensuel des volumes d'eau extraits pour chacun des compteurs.</p> <p>Afin de démontrer le retour en conformité avec les dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, lors du contrôle en salle, le registre informatique de suivi des relevés des compteurs d'eau pour les années 2022, 2023 et 2024.</p> <p>Après analyse de ce registre, il a été constaté que, depuis la date de la visite d'inspection initiale, l'exploitant assure un suivi quotidien des volumes d'eau prélevés sur chacun des compteurs d'eau.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives, afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

### N° 4 : Condition de rejets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Condition de rejets des eaux de refroidissement   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 200, article 9.3.4 :</p> |

|  |
|--|
| <p>Les eaux de refroidissement non recyclées (PAC et compresseur) sont rejetées à la Lauch par trois points de rejets.</p> <p>« Ces rejets doivent satisfaire aux dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>- température &lt; à 28°C et ne pas entraîner une élévation de température supérieure à 3°C dans le cours d'eau,</p> <p>[...]. »</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle initial, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de démontrer que la température de ses rejets d'eaux de refroidissement n'occasionnait pas une élévation supérieure à 3°C de la température du cours d'eau, « la Lauch ».</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué qu'il avait pris contact, depuis la visite d'inspection initiale, avec des associations de pêcheurs disposant de deux dispositifs automatiques de relevés de température de la Lauch, situés en amont et en aval du site (respectivement à Rouffach et Pfaffenheim). Grâce à cette collaboration, l'exploitant dispose désormais des données thermiques du cours d'eau en ces deux points.</p> <p>Afin de justifier le retour en conformité aux exigences de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis les relevés de température de la Lauch, pour l'amont et l'aval du site, couvrant les années 2022, 2023 ainsi que les six premiers mois de l'année 2024.</p> <p>Après analyse de ces données, l'Inspection a constaté que les rejets de l'exploitant n'entraînent pas une élévation de température supérieure à 3°C dans le cours d'eau.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>   |

#### N° 5 : Étalonnage des dispositifs totalisateur

|  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9   |   |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étalonnage   |   |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |   |  |
| <p>" La validité de la première vérification périodique d'instruments neufs ou réparés est fixée conformément au tableau ci-après, Q1 et Q3 étant les débits définis à l'annexe MI-01 de l'arrêté du 28 avril 2006 susvisé et à l'annexe III de l'arrêté du 9 juin 2016 mentionné ci-dessous :</p> |   |  |
| VALIDITÉ   | CONTRÔLE SELON le décret du 29 janvier 1976 susvisé | CONTRÔLE SELON le décret du 12 avril 2006 susvisé et le titre II du décret du 3 mai 2001 susvisé |
| 9 ans  | Classe A  | $Q_3/Q_1 \leq 50$  |
| 12 ans   | Classe B  | $50 < Q_3/Q_1 \leq 125$  |
| 15 ans   | Classe C  | $Q_3/Q_1 > 125$  |
| <p>Pour les vérifications périodiques suivantes, la périodicité est fixée à sept ans pour tous les compteurs.</p> <p>[...] "</p>   |   |  |
| <b>Constats :</b>  |   |  |

|  |
|--|
| <p>Lors du contrôle initial du 17 août 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les certificats d'étalonnage relatifs à deux compteurs d'eau présents sur le site, dont la mise en service remontait à plus de neuf ans à la date de l'inspection.</p> <p>Il s'agissait des compteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAPEL n° 43240853</li> <li>• SAPEL n° 47424613</li> </ul> <p>Les faits en l'état avaient été caractérisés comme susceptibles de suites, dans l'attente d'éléments permettant de justifier de la classe de ces compteurs (A, B ou C) ou le cas échéant leurs certificats d'étalonnage actualisés.</p> <p>Afin de répondre aux éléments précédemment évoqués, l'exploitant a procédé au remplacement des deux compteurs d'eau et a transmis les certificats d'étalonnage associés.</p> <p>De plus, lors du contrôle sur le terrain, l'Inspection a constaté que le remplacement effectif des compteurs mentionnés a bien été réalisé.</p> <p>Au vu des éléments susmentionnés, l'Inspection ne propose pas de suite administrative.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|--|

#### N° 6 : Mesures conservatoires

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la température des rejets   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Mesure conservatoire:</u></p> <p>Suivi de la température des rejets des eaux de refroidissement et de la température de la Lauch.</p> <p>À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un suivi quotidien de la température de ses rejets et de leur impact sur la température du cours d'eau, la Lauch, pendant la période de sécheresse décrétée par le préfet (du niveau Vigilance au niveau Crise).</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de répondre à la mesure conservatoire, comme explicité dans le constat n°4, l'exploitant a indiqué avoir pris contact, durant la période de sécheresse de l'année 2022, avec des associations de pêcheurs disposant de deux dispositifs automatiques de relevés de température de « la Lauch », situés respectivement en amont et en aval du site (à Rouffach et Pfaffenheim).</p> <p>Grâce à cette collaboration, l'exploitant a pu suivre les données thermiques du cours d'eau à ces deux points durant la période de sécheresse décrétée par le préfet (du niveau Vigilance au niveau Crise) au cours de l'année 2022.</p> <p>De fait, l'exploitant a transmis à l'Inspection en début d'année 2023, un registre informatisé de suivi journalier, présentant les relevés de température de la Lauch pour la période allant du 20 août 2022 jusqu'à la date d'abrogation de l'arrêté préfectoral n°2022-010-SEEN-BRIOD du 3 août 2022, portant limitation provisoire de certains usages de l'eau dans la zone d'alerte "Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch".</p> <p>L'analyse de ce registre n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Toutefois, en raison des variations hydrologiques que « la Lauch » peut connaître au fil des années, il apparaît indispensable que cette mesure conservatoire, prise en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, soit formalisée. En effet, ce suivi quotidien, activé en cas de franchissement des différents seuils de gravité liés à la sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise), n'est pas actuellement mentionné dans les arrêtés encadrant la réglementation du site.</p> <p>En conclusion, l'Inspection considère que les prescriptions relatives à l'impact qualitatif des rejets en matière de température actuellement opposables au site sont inadaptées, compte tenu de la</p> |

|  |
|--|
| sensibilité de la masse d'eau considérée.  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En période de sécheresse, le contrôle des températures des rejets et de celles de la Lauch constitue un élément déterminant pour évaluer l'impact sur l'environnement. Par conséquent, il apparaît nécessaire de modifier les dispositions réglementaires actuellement en vigueur, afin de définir précisément les attendus en lien avec la température amont /aval de l'installation. Il conviendra ainsi de définir, par voie d'arrêté un suivi des températures dans le milieu adaptée à chaque niveau d'alerte.</p> <p><b>Sous un délai de 3 mois</b>, dans le cadre de la révision des prescriptions à venir, il appartient à l'exploitant de proposer des mesures portant sur le suivi de la température et éventuellement des débits en vu de garantir les objectifs qualité du cours d'eau, y compris en période hydrologique critique.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Prescription inadaptée   |

#### N° 7: Prélèvement et consommation d'eau en période de sécheresse

| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2022, article 5  |  |       |       |  |  |
|--|--|-------|-------|--|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau  |  |       |       |  |  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 2-3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 susvisé :</p> <p>«</p> <table border="1"> <tr> <th>Usage</th><th>Crise</th></tr> <tr> <td>Industries ICPE (doivent se conformer à leur arrêté)</td><td>Niveau IV :<br/>Prélèvements minimaux (pour mise en sécurité si nécessaire)</td></tr> </table> <p>Tout exploitant d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) met en place une organisation qui lui permet de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site. Le registre de prélèvement prévu par le code de l'environnement devra être rempli hebdomadairement et mis à dispositions des services de contrôle.</p> <p>Les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces vert, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées au paragraphe 2-1 s'appliquent ;</li> <li>- pour les usages liés au process industriel, l'exploitant doit se conformer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau, prévues dans l'autorisation administrative. »</li> </ul> |  | Usage | Crise | Industries ICPE (doivent se conformer à leur arrêté) | Niveau IV :<br>Prélèvements minimaux (pour mise en sécurité si nécessaire) |
| Usage  | Crise  |       |       |  |  |
| Industries ICPE (doivent se conformer à leur arrêté)   | Niveau IV :<br>Prélèvements minimaux (pour mise en sécurité si nécessaire) |       |       |  |  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par arrêtés préfectoraux pris durant l'été 2022, le préfet du Haut-Rhin a successivement classé la zone « Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch » en état d'alerte, d'alerte renforcée, puis en situation de crise sécheresse.</p> <p>Compte tenu des précipitations survenues en septembre 2022, qui ont permis une amélioration des conditions hydrologiques dans l'ensemble des zones concernées du département, le préfet a abrogé, par l'arrêté n°2022-019 SEEEN-BRIOD du 7 octobre 2022, les mesures provisoires de</p>  |  |       |       |  |  |



restriction de certains usages de l'eau dans ces zones, rendant ainsi caduque la prescription antérieure susvisée.

Néanmoins, compte tenu de l'absence de prescriptions sécheresse en fonction des seuils d'alerte, alerte renforcée et crise dans les prescriptions relatives aux prélèvements en eau, telles que rédigées aujourd'hui. Il apparaît nécessaire de réviser les prescriptions de prélèvement graduées en fonction des niveaux de gravité en cas de sécheresse et des besoins de l'exploitant dans le cadre de son activité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Sous un délai de 3 mois**, dans le cadre de la révision des prescriptions à venir, il appartient à l'exploitant de proposer des mesures portant restriction de l'usage de l'eau, graduées en fonction des niveaux de gravité en cas de sécheresse.

**Type de suites proposées :** Prescription inadaptée